

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/RO/M/1

18 mai 1995

(95-1304)

Comité des règles d'origine

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 4 AVRIL 1995

Président: M. C. Osakwe (Nigéria)

1. Le Comité des règles d'origine a tenu sa première réunion le 4 avril 1995.
2. Il a adopté l'ordre du jour suivant:

	<u>Page</u>
A. Election du bureau	1
B. Règlement intérieur	2
C. Participation aux réunions du Comité de certains signataires de l'Acte final admis à devenir membres originels de l'OMC	2
D. Observateurs: gouvernements	2
E. Observateurs: organisations internationales	3
F. Utilisation de l'espagnol comme langue de travail au Comité technique des règles d'origine	3
G. Mise en oeuvre du programme de travail pour l'harmonisation prévu à l'article 9 de l'Accord sur les règles d'origine	5
H. Notifications au titre du paragraphe 1 de l'article 5 et du paragraphe 4 de l'annexe II de l'Accord sur les règles d'origine	6
I. Dates des réunions	8

A. Election du bureau

3. Le Comité a élu M. C. Osakwe (Nigéria) Président pour 1995.

4. Le Président a fait remarquer que l'Accord sur les règles d'origine ne contenait pas de dispositions particulières concernant la désignation de Vice-Présidents. Il a estimé que, d'un point de vue pratique, il serait préférable de désigner un Vice-Président et il a proposé d'engager des consultations informelles sur ce point avec les délégations intéressées.

5. Le Comité en est ainsi convenu.

B. Règlement intérieur

6. Le Président a noté que l'Accord sur les règles d'origine ne contenait pas de dispositions détaillées concernant le règlement intérieur du Comité. Il stipulait simplement que le Comité se réunirait selon qu'il sera nécessaire, mais au moins une fois l'an. Par ailleurs, dans l'Accord sur l'OMC, il était dit, au paragraphe 6 de l'article IV, que les organes subsidiaires des Conseils pouvaient établir leur propre règlement intérieur sous réserve de l'approbation des Conseils respectifs. A sa réunion du 3 avril 1995, le Conseil du commerce des marchandises était convenu que le règlement intérieur des réunions du Conseil général s'appliquerait *mutatis mutandis* aux réunions du Conseil du commerce des marchandises, sous réserve de certaines modifications indiquées dans le document G/C/W/2. Le Président a proposé que le Comité adopte le même règlement intérieur que le Conseil du commerce des marchandises en apportant les modifications nécessaires au libellé, et qu'il demande au Secrétariat d'établir un projet de règlement intérieur qui serait soumis à la prochaine réunion du Comité, pour adoption. Entre-temps, le Comité pourrait mener ses travaux en se fondant sur le bon sens et sur la pratique du GATT.

7. Les représentants de l'Australie, du Canada, de la Colombie, des Communautés européennes, de la Corée, des Etats-Unis, du Japon, du Mexique et du Venezuela ont approuvé la ligne de conduite proposée par le Président. La représentante de l'Australie a ajouté que le Comité devrait peut-être, en fonction de l'évolution de la situation, élaborer un mémorandum d'accord sur des arrangements de coopération avec le Comité technique de l'Organisation mondiale des douanes, notamment sur la question des langues de travail du Comité technique. Le représentant de la Colombie a souligné qu'il fallait tenir compte, en établissant le calendrier des réunions du Comité du programme de travail pour l'harmonisation prévu dans l'Accord sur les règles d'origine.

8. Le Comité est convenu de demander au Secrétariat d'établir un projet de règlement intérieur du Comité des règles d'origine, sur la base du règlement intérieur adopté par le Conseil général et par le Conseil du commerce des marchandises et, entre-temps, de mener ses travaux en se fondant sur le bon sens et sur la pratique du GATT.

C. Participation aux réunions du Comité de certains signataires de l'Acte final admis à devenir membres originels de l'OMC

9. Le Président a fait remarquer que la décision du Conseil général concernant la participation aux réunions de certains signataires de l'Acte final admis à devenir membres originels de l'OMC (WT/L/27) s'appliquait également au Comité des règles d'origine. Ces pays pouvaient donc être présents et prendre la parole aux réunions formelles et informelles du Comité et avoir accès à tous les documents, mais ils n'avaient pas le droit de participer au processus décisionnel.

10. Le Comité a pris note de cette déclaration.

D. Observateurs: gouvernements

11. Le Président a dit que certains gouvernements dont le processus d'accession à l'OMC était en cours, qui avaient engagé des négociations pour devenir Membres de l'OMC ou qui avaient déclaré leur intention de le faire prochainement avaient été invités à assister aux réunions du Conseil général en qualité d'observateurs. Conformément aux Lignes directrices concernant le statut d'observateur des gouvernements auprès de l'OMC (document WT/L/28, annexe 2), ces gouvernements pouvaient "participer en qualité d'observateurs aux réunions des groupes de travail et autres organes subsidiaires du Conseil général selon qu'il conviendra, à l'exception du Comité du budget, des finances et de l'administration". Le Président a proposé que lesdits gouvernements, qui avaient tous reçu la convocation

à cette première réunion, soient invités à assister aux réunions du Comité s'ils le souhaitent, sauf si le Comité jugeait opportun de se réunir à huis clos avec la participation des seuls Membres.

12. Le Comité en est ainsi convenu.

E. Observateurs: organisations internationales

13. Le Président a rappelé qu'en attendant l'adoption par le Conseil du commerce des marchandises de lignes directrices concernant le statut d'observateur des organisations internationales, il avait été convenu d'inviter certaines organisations internationales aux premières réunions des organes subsidiaires de ce conseil. Il avait notamment été décidé d'inviter à la première réunion du Comité des règles d'origine, en qualité d'observateurs, des représentants des secrétariats de la CNUCED et de l'Organisation mondiale des douanes (OMD, ex-CCD), auxquels il a souhaité la bienvenue à cette réunion. Le Président a rappelé en outre qu'il avait été convenu que pour l'instant, chaque organe subsidiaire du Conseil du commerce des marchandises déciderait, à chaque réunion, quelles organisations inviter en qualité d'observateurs à sa réunion suivante. Il était entendu que ces arrangements *ad hoc* avaient été acceptés en attendant l'adoption des critères et conditions d'octroi du statut d'observateur auprès de l'OMC aux organisations internationales intergouvernementales et que ceux-ci ne préjugeaient en rien de la position des délégations dans les discussions ultérieures sur la question du statut d'observateur des organisations internationales intergouvernementales. Le Président a informé le Comité que, outre l'OMD et la CNUCED, l'OCDE avait demandé le statut d'observateur auprès du Comité et que la Banque mondiale et le FMI avaient demandé ce statut auprès de tous les organes subsidiaires du Conseil du commerce des marchandises. Il a proposé que, sauf adoption entre-temps des critères et conditions d'octroi du statut d'observateur, ces cinq organisations soient invitées à assister à la prochaine réunion du Comité en qualité d'observateurs.

14. Le Comité en est ainsi convenu.

F. Utilisation de l'espagnol comme langue de travail au Comité technique des règles d'origine

15. Le Président a rappelé qu'à sa première réunion, le 20 février 1995, le Conseil du commerce des marchandises avait recommandé que le Comité des règles d'origine demande à l'Organisation mondiale des douanes de faire en sorte que les travaux du Comité technique des règles d'origine aient lieu en anglais, en espagnol et en français (point 11 du compte rendu de la réunion du Conseil, document G/C/M/1). La question des langues de travail avait déjà été soulevée à la première réunion du Comité technique, à Bruxelles, au début de février. Le Président a proposé d'adresser cette demande à l'OMD, au nom du Comité, comme l'avait demandé le Conseil du commerce des marchandises.

16. Le Comité en est ainsi convenu.

17. Le Président a dit que l'OMD n'avait pas encore prévu de ressources budgétaires pour l'emploi de l'espagnol au Comité technique des règles d'origine. Le Comité des finances de l'OMD examinerait la question à sa prochaine réunion, à la fin d'avril 1995, et sa recommandation serait soumise au Conseil de l'OMD, pour approbation, en juin 1995. Notant que bon nombre des délégations représentées au Comité étaient également membres du Comité technique, le Président leur a demandé instamment de porter cette affaire à l'attention de leurs homologues chargés de la question au sein des organes compétents de l'OMD. Le Président a informé le Comité qu'il y avait eu un échange de lettres à ce sujet entre les secrétariats de l'OMC et de l'OMD et que le Secrétaire général de l'OMD avait proposé au Directeur général de l'OMC que les deux organisations partagent les coûts liés à l'utilisation de l'espagnol comme langue de travail au Comité technique. Il a prié le Secrétariat de donner des précisions sur ce point.

18. Le représentant du Secrétariat a déclaré que l'OMD avait estimé que la fourniture de service de traduction et d'interprétation en espagnol lui coûterait environ 450 000 francs suisses. Dans une lettre qu'il avait adressée récemment au Directeur général de l'OMC, le Secrétaire général de l'OMD avait demandé s'il serait possible que le Secrétariat de l'OMC assume une partie du travail et des coûts afférents. Après avoir examiné la question, le Secrétariat de l'OMC avait conclu que cela ne serait pas possible sans l'apport de ressources supplémentaires, qui devrait être approuvé par le Comité du budget, des finances et de l'administration de l'OMC.

19. L'observateur de l'OMD a fait remarquer que, comme l'Accord sur les règles d'origine n'abordait pas la question des langues de travail du Comité technique, l'OMD n'avait pas prévu de ressources budgétaires pour l'utilisation de l'espagnol, qui n'était pas une langue officielle de l'Organisation. En revanche, l'Accord sur l'évaluation en douane stipulait clairement que les langues de travail du Comité technique de l'évaluation en douane seraient l'anglais, l'espagnol et le français. L'intervenant a confirmé le montant des coûts estimatifs. Le Secrétariat de l'OMD avait espéré que les deux organisations pourraient se partager la tâche, l'OMD se chargeant de l'interprétation et l'OMC de la traduction en espagnol. Le fait que cela ne semblait pas possible maintenant serait pris en considération dans la proposition que le Secrétariat de l'OMD allait soumettre à son Comité des finances. Il lui proposerait plusieurs options, comme l'augmentation du budget de l'OMD, le recours à des contributions volontaires et la réduction des dépenses. Il espérait une réponse favorable du Comité des finances et du Conseil de l'OMD. Il a fait remarquer qu'en attendant, le Secrétariat de l'OMD ne pourrait prendre aucune décision sur ce point.

20. Le représentant du Chili a rappelé le point de vue de sa délégation, selon lequel, puisque l'Accord sur l'OMC stipulait que l'anglais, le français et l'espagnol étaient les langues de travail de l'Organisation, les travaux de tout comité créé en application de l'un des accords multilatéraux devaient avoir lieu dans les trois langues. A propos du financement, il a estimé que la participation financière de l'OMC aux travaux d'une autre organisation créerait un précédent fâcheux. En conséquence, le partage des frais, s'il s'avérait nécessaire, ne pourrait être qu'un expédient pour que les travaux puissent démarrer sans délai.

21. La représentante de la Colombie a estimé elle aussi qu'il incombait à l'OMD de veiller à ce que l'espagnol soit utilisé comme langue de travail au Comité technique. Elle s'est inquiétée de ce que ce problème retardait le commencement des travaux de fond dans ce domaine et s'est demandée si le Conseil de l'OMD ne pourrait pas tenir une réunion extraordinaire avant juin 1995.

22. Le représentant du Paraguay a appuyé les déclarations du Chili et de la Colombie.

23. La représentante de l'Australie s'est prononcée en faveur de l'emploi de l'espagnol au Comité technique, au même titre que le français et l'anglais. Toutefois, avant d'examiner la question de plus près, il faudrait connaître le résultat des discussions à l'OMD. Elle a estimé que le Comité n'était pas le lieu approprié pour examiner des questions budgétaires et à émis des réserves sur un nouvel alourdissement des charges financières résultant de la création de l'OMC.

24. Le représentant du Venezuela a approuvé les déclarations des intervenants précédents et s'est enquis des modalités de financement pour l'utilisation de l'espagnol au Comité technique de l'évaluation en douane. Les représentants du Secrétariat et de l'OMD ont confirmé que les coûts avaient été financés intégralement par le CCD (prédécesseur de l'OMD).

25. Le représentant de la Corée a soutenu la position des membres hispanophones et a demandé s'il serait possible d'organiser les réunions du Comité technique à l'OMC. L'observateur de l'OMD a fait remarquer que les comités techniques de l'Organisation n'avaient pas l'habitude de se réunir à l'extérieur et a craint que cette solution ne soit pas pratique.

26. Le représentant du Mexique a rappelé que le Comité était convenu de demander à l'OMD de faire en sorte que l'espagnol soit utilisé comme langue de travail au Comité technique et a ajouté que le Comité n'avait pas à poursuivre l'examen de questions qui étaient en fait d'ordre budgétaire.

27. Pour résumer, le Président a proposé que le Comité demande au Secrétariat de communiquer à l'OMD les opinions qui venaient d'être exprimées.

28. Le Comité a pris note des déclarations qui venaient d'être faites et a approuvé la proposition du Président.

G. Mise en oeuvre du programme de travail pour l'harmonisation prévu à l'article 9 de l'Accord sur les règles d'origine

29. Le Président a rappelé qu'aux termes des dispositions du paragraphe 2 c) de l'article 9 de l'Accord sur les règles d'origine, le Comité devait demander au Comité technique de mettre en oeuvre le programme de travail pour l'harmonisation. Cette demande déterminerait le calendrier de chacune des étapes du programme de travail. Il croyait comprendre que le Comité serait en mesure de mener à bien la première étape de trois mois en septembre 1995. Il a donc proposé que le Comité envoie sa demande au Comité technique en juillet 1995.

30. Le représentant de la Suisse s'est interrogé sur la possibilité d'achever la première étape entre juillet et septembre et a demandé s'il ne vaudrait pas mieux envoyer la demande en septembre.

31. L'observateur de l'OMD a déclaré que pour l'instant, le Secrétariat de l'OMD avait proposé que la prochaine réunion du Comité technique se tienne du 11 au 22 septembre 1995. Cela permettrait de produire les documents dans les trois langues au cas où le Conseil de l'OMD prendrait en juin une décision favorable au sujet du financement des coûts afférents à l'utilisation de l'espagnol comme troisième langue de travail. Etant donné le bon départ pris à la première réunion du Comité technique en février 1995 et le temps disponible pour consulter les délégations entre cette réunion et le mois de septembre, l'intervenant a estimé que le Secrétariat de l'OMD serait en mesure de présenter une proposition finale à la réunion de septembre et de transmettre au Comité le rapport du Comité technique dans les deux ou trois semaines suivant la fin de cette réunion.

32. Le représentant du Brésil a proposé que le Comité autorise le Président à envoyer la demande en son nom et à déterminer le calendrier approprié. Les représentants du Canada, du Chili, de la Colombie, de la Corée, de l'Egypte, des Etats-Unis, de Hong Kong, du Japon, du Mexique, du Pérou, des Philippines (parlant aussi au nom du Brunéi Darussalam, de la Malaisie, de Singapour et de la Thaïlande) et du Venezuela ont appuyé la proposition du Brésil. Le représentant du Mexique, soutenu par les représentants du Chili, de la Colombie, du Pérou et du Venezuela, ont demandé au Président de s'assurer, avant d'envoyer la demande, qu'il existait des moyens de traduction et d'interprétation pour les trois langues de travail de l'OMC. Le représentant du Japon a souligné que le calendrier devrait être établi de manière à permettre au Comité technique de présenter au Comité un rapport complet, et non un rapport intérimaire.

33. Le représentant de Hong Kong a partagé l'avis du Président selon lequel la demande que le Comité adresserait initialement au Comité technique déterminerait le calendrier de chacune des étapes du programme de travail pour l'harmonisation. Il a ajouté qu'à la première réunion du Comité technique, la délégation de Hong Kong avait souligné que le Comité technique devrait communiquer les résultats de ses travaux à tous les trimestres, pendant toute la durée du programme de travail, comme le stipulait l'Accord sur les règles d'origine, plutôt que de présenter des rapports intérimaires factuels dans l'intervalle de ses réunions semestrielles. Cela était dûment consigné dans le rapport de cette réunion. Etant donné les délais stricts imposés par l'Accord et l'importance des résultats du programme de travail,

qui seraient annexés à l'Accord dont ils feraient partie intégrante, après avoir été approuvés par la Conférence ministérielle, les travaux devaient tendre à des résultats concrets. Il ne doutait pas de la capacité du Comité technique de parvenir à des résultats importants dans les délais prescrits. A son avis, le Comité s'attendait à ce que tous les résultats qui lui seraient communiqués aient l'aval du Comité technique, pour pouvoir les examiner immédiatement, dans les délais prévus par l'Accord. Il a proposé que ces considérations soient prises en compte dans la demande qui serait envoyée au Comité technique, en mettant particulièrement l'accent sur les délais stricts et sur la nécessité de soumettre au Comité, tous les trois mois, des résultats qu'il puisse examiner aussitôt.

34. Les représentants du Chili, de la Colombie, des Philippines (parlant aussi au nom du Brunéi Darussalam, de la Malaisie, de Singapour et de la Thaïlande) et du Venezuela ont appuyé la proposition faite par Hong Kong.

35. Le Président a proposé que le Comité le charge de transmettre la demande au Comité technique au moment opportun. Il semblait maintenant que le moment opportun se situait vers le milieu de juillet 1995. Il serait indiqué, dans la demande, que le Comité espérait que les travaux du Comité technique auraient lieu dans les trois langues de travail de l'OMC, et l'accent serait mis sur le fait qu'ils devraient tendre à des résultats concrets, conformément aux dispositions de l'Accord sur les règles d'origine. Il a proposé en outre que les Membres du Comité soient informés de l'envoi de la demande.

36. Le Comité a pris note des déclarations qui venaient d'être faites et a approuvé les propositions du Président.

H. Notifications au titre du paragraphe 1 de l'article 5 et du paragraphe 4 de l'annexe II de l'Accord sur les règles d'origine

37. Le Président a rappelé que le Secrétariat avait adressé aux Membres un aérogramme (WTO/AIR/18, en date du 13 février 1995) leur rappelant leurs obligations de notification au titre de l'Accord sur les règles d'origine. En ce qui concernait les règles d'origine non préférentielles, tous les Membres de l'OMC devaient, conformément aux dispositions de l'article 5 de l'Accord, notifier dans un délai de 90 jours à compter de la date à laquelle l'Accord sur l'OMC était entré en vigueur pour eux, non seulement leurs règles d'origine, mais aussi leurs décisions judiciaires et administratives d'application générale concernant les règles d'origine applicables à cette date. Pour les règles d'origine préférentielles, l'annexe II de l'Accord disposait que les Membres devaient présenter au Secrétariat, dans les moindres délais, des notifications analogues et communiquer en outre toutes modifications qui auraient pu être apportées par la suite. Dans les deux cas, les notifications devaient être conservées par le Secrétariat et les Membres devaient être informés de leur réception.

38. Le représentant du Secrétariat a indiqué que jusqu'à présent onze notifications avaient été reçues. Quatre d'entre elles concernaient à la fois les règles d'origine préférentielles et les règles d'origine non préférentielles; six avaient trait uniquement aux règles d'origine non préférentielles, deux d'entre elles indiquant que les Membres concernés n'avaient pas adopté de règles d'origine de ce type; une notification concernait uniquement les règles préférentielles.

39. La représentante des Etats-Unis a déclaré que son pays n'avait pas encore présenté de notification, ce qui tenait en partie à une certaine incertitude quant à la portée des notifications. Des précisions à ce sujet seraient les bienvenues. Elle espérait qu'une notification serait présentée d'ici le 30 avril, sur plusieurs disquettes. Il pourrait cependant être utile que le Comité examine à sa prochaine réunion les notifications reçues et discute de ce qu'il convenait de communiquer. L'intervenante s'est demandée si le fait de fixer une nouvelle date limite (le 30 avril, par exemple) encouragerait les Membres à se conformer à la procédure de notification. Elle a demandé quelles informations seraient distribuées par le Secrétariat au sujet des notifications reçues.

40. La représentante de l'Australie a fait savoir que son pays avait notifié ses règles d'origine préférentielles et ses règles d'origine non préférentielles. Dans le cas des premières, elle supposait que l'obligation de notifier "dans les moindres délais" signifiait que les règles préférentielles devaient être communiquées dans à peu près le même délai que les règles non préférentielles. Elle espérait que les autres Membres partageraient cette interprétation. A son avis, l'Accord sur les règles d'origine indiquait clairement qu'elle devait être la portée des notifications. En revanche, il était moins clair au sujet des informations qui seraient distribuées aux Membres concernant les notifications reçues. Elle a proposé que cette question fasse l'objet de consultations informelles une fois qu'un plus grand nombre de notifications auraient été reçues. Ces consultations pourraient aussi porter sur la question de l'examen des notifications par le Comité. Elle a proposé en outre que le Secrétariat distribue des informations sur les notifications avant les vacances d'été.

41. Le représentant de Hong Kong a fait savoir que Hong Kong avait présenté sa notification. A son avis, il n'était pas utile de fixer un nouveau délai pour la présentation des notifications.

42. Le représentant du Japon a indiqué que son pays avait présenté sa notification au titre de l'article 5 et qu'il était en train de préparer sa notification au titre de l'annexe II. Le texte de la notification en japonais était accompagné d'une traduction en anglais des textes législatifs pertinents.

43. Le représentant du Canada a dit que son pays avait notifié ses règles d'origine préférentielles et ses règles non préférentielles, mais que les autorités canadiennes étaient encore en train d'examiner quelles décisions judiciaires et administratives il fallait notifier. Il a ajouté qu'il aimerait avoir des précisions sur la portée de la notification à présenter à cet égard.

44. Le Président a dit, à propos de la portée des notifications, que l'Accord sur les règles d'origine stipulait que toutes les décisions judiciaires et administratives d'application générale devaient être communiquées. Il a cependant pris note de la proposition d'engager des consultations informelles une fois qu'un plus grand nombre de notifications auraient été reçues. A propos des délais, il ne semblait pas y avoir unanimité pour fixer une nouvelle date limite qui ne respecterait pas le délai de 90 jours prévu à l'article 5 de l'Accord, ni pour considérer que l'expression "dans les moindres délais" utilisée dans l'annexe II signifiait "dans un délai de 90 jours". Le Président a demandé si, eu égard au volume probable des notifications et à leur complexité, il ne serait pas utile d'établir un modèle pour la présentation des notifications elles-mêmes, ou d'un résumé qui les accompagnerait. Il a noté en outre que l'Accord ne précisait pas dans quelle langue les notifications devaient être rédigées, mais, si elles n'étaient pas rédigées dans l'une des langues de travail de l'OMC, cela pourrait poser des problèmes aux autres Membres. Le mieux serait que les Membres qui soumettaient leur notification dans d'autres langues joignent un résumé de la notification rédigé dans l'une des langues de travail de l'OMC.

45. Le représentant du Secrétariat a déclaré que celui-ci tiendrait les Membres informés des notifications reçues en leur donnant une indication de leur contenu. La fréquence de ces informations serait fonction du nombre de notifications reçues.

46. La représentante de l'Australie a estimé qu'il ne servirait à rien d'établir maintenant un modèle de présentation des notifications; cela causerait des retards supplémentaires et risquerait d'entraîner le retrait de notifications déjà présentées. Les représentants du Canada, des Communautés européennes, des Etats-Unis et de Hong Kong étaient du même avis.

47. Le Président a proposé, en conclusion, que le Comité convienne que si une notification était présentée dans une langue autre que l'une des langues de travail de l'OMC, elle devrait être accompagnée d'un résumé rédigé dans l'une de ces langues. Il a proposé en outre que le Comité encourage tous les Membres à présenter leurs notifications le plus tôt possible.

48. Le Comité a pris note des déclarations qui venaient d'être faites et a approuvé les propositions du Président.

I. Dates des réunions

49. Le Président a indiqué que le Comité devrait se réunir pour examiner le premier rapport du Comité technique. Dans l'hypothèse où ce dernier se réunirait en septembre, il a proposé que la réunion du Comité ait lieu à la mi-novembre, de manière à laisser aux Membres le temps d'examiner le rapport du Comité technique.

50. La représentante de l'Australie a approuvé la proposition du Président, tout en faisant remarquer qu'il pourrait être nécessaire de convoquer une réunion plus tôt pour examiner d'autres questions, comme celle des notifications. Le représentant du Mexique a dit que le Comité devrait peut-être aussi examiner avant novembre la question de l'utilisation de l'espagnol au Comité technique: cela dépendrait de l'issue de la réunion du Conseil de l'OMD en juin. Les représentants du Japon et du Venezuela ont estimé eux aussi qu'il pourrait être nécessaire de convoquer une réunion avant novembre 1995.

51. Le Comité a pris note de ces déclarations et est convenu de se réunir en novembre 1995, en se réservant la possibilité de se réunir plus tôt, en cas de besoin.